



# Newsletter PROJET STEP

ÉDITION 01 | 19 JUIN 2024

A une année de la clôture du projet

Mme. Josée Miakukila, Coordonnatrice, se félicite de l'impact positif du projet sur les communautés bénéficiaires

Jean Boni Malolo parle des mesures innovantes du projet pour accompagner les bénéficiaires

Le Ministère des affaires sociales pilote le premier Registre Social Unique pour les personnes vulnérables

Le projet STEP appuie le transfert des compétences entre le HCR et la CNR



CELLULE DE SUIVI  
DES PROJETS ET  
PROGRAMMES



MINISTÈRE  
DES FINANCES

# Sommaire

**02** A propos du projet STEP

**03** Editorial : Une année avant la fin du projet STEP, un atterrissage en douceur ou forcé?

**04** Actualité: toute l'information du STEP en bref

**05** Pérennisation des acquis du projet STEP

**07** Les bonnes pratiques du projet pour accompagner les bénéficiaires

**09** Histoires de succès : Louise croit désormais à un avenir meilleur après l'intervention du projet STEP à Gemena

**10** Le MINAS franchit une étape significative vers la création de son premier Registre Social Unique pour les personnes vulnérables

**11** Le projet STEP appuie le transfert des compétences entre le HCR et la CNR

# A propos du projet STEP

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a obtenu un financement de la Banque mondiale à hauteur d'USD 695 millions pour financer le projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP).

Le Ministère des finances autorité de tutelle du projet a signé un accord de financement avec la Banque mondiale et la gestion du projet a été confiée à la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP), pour la période transitoire. La date de clôture du projet est fixée pour le 30 juin 2025.

L'objectif de développement du projet est de fournir l'accès aux moyens de subsistance et aux infrastructures socio-économiques aux communautés vulnérables du pays. Une attention particulière est portée sur les questions de déplacements forcés.

Le projet STEP comprend cinq composantes dont trois techniques, une de gestion et une pour les interventions d'urgence. Les composantes techniques comprennent, entre autres, la construction et réhabilitation d'infrastructures communautaires, un large programme de filets sociaux et un appui à la structuration du secteur social.

La zone d'intervention du projet s'étend sur six provinces, à savoir : Kasai Central, Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Nord Ubangi et Sud Ubangi.

A ce jour, le projet a construit plus de 2500 infrastructures, distribué plus de USD 75 millions à plus de 245 000 ménages et créé plus de 16 millions d'hommes-jour emplois.

Les détails sur le projet STEP et la CSPP peuvent être obtenus sur les liens suivants :

<https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P171821>

<https://cspp-finances.gouv.cd>

STEP



## A une année de la clôture du projet.

### Mme. Josée Miakukila, Coordinatrice, se félicite de l'impact positif du projet sur les communautés bénéficiaires

Conformément aux nouvelles dispositions relatives à la gestion du projet STEP, telles que reprises dans sa correspondance référencée n°1177/CAB/MIN FINANCES/PP/LKM/2023 du 29 mai 2023, le ministère des Finances a la responsabilité globale de la mise en œuvre (y compris le suivi évaluation, la gestion financière, la passation de marchés ainsi que les aspects de sauvegarde environnementale et sociale) du projet STEP. Ainsi, après la dissolution du Fonds Social de la République Démocratique du Congo, la Banque mondiale et le ministère des Finances se sont convenus de remettre la Coordination du projet à la Cellule de Suivi des Projets et Programmes financés par les bailleurs (CSPP) du ministère des finances.

Ce projet de protection sociale a pour objectif de développement l'amélioration de l'accès aux moyens de subsistance et aux infrastructures socio-économiques en faveur des communautés vulnérables du pays. Une attention particulière est portée aux questions des déplacements forcés.

A ce jour, le projet a construit plus de 2500 infrastructures, distribué plus de USD 75 millions à plus de 245 000 familles et créé plus de 16 millions d'emplois temporaires. Le financement du premier registre social unique du pays figure également en bonne

position sur la liste des réalisations du projet STEP.

Après 10 ans d'existence, ce projet laissera certainement une empreinte au sein des communautés et surtout auprès des personnes et ménages bénéficiaires.

En effet, le projet a appuyé des ménages entiers et des individus en les aidant à sortir de la pauvreté et retrouvé ainsi la joie, l'équilibre familial, car étant désormais capables de contribuer au développement économique du pays.

À travers les activités du projet, l'économie de chaque province d'intervention a été appuyée avec des capitaux frais destinés à payer les bénéficiaires et les fournisseurs. Pour l'instant, la Coordination du projet veut se focaliser sur la construction et réhabilitation d'infrastructures communautaires, la mise en place d'un large programme de filets sociaux et un appui à la structuration du secteur.

Nous espérons que les résultats que nous obtiendrons inspireront de nouvelles perspectives pour porter assistance à de nouveaux ménages vulnérables. Les besoins sont réels ainsi que les compétences pour servir aussi. L'instant, nous nous concentrons sur ce que nous avons à faire maintenant et l'avenir nous en dira plus.

# Toute l'actualité du STEP en bref

**N**os activités sur le terrain continuent d'avancer malgré les nombreux défis rencontrés. Toutes les forces sont mises à contribution pour nous permettre d'atteindre nos objectifs d'ici la clôture prévue en juin 2025.

Dans le volet construction des Infrastructures Socio-économiques de Base (IDB), notre objectif est de construire 1061 infrastructures d'ici la fin du projet. 654 sont déjà achevées, 362 en cours d'exécution et 45 en attente de démarrage dont 34 au Nord Kivu, 2 au Sud Ubangi et 9 en Ituri.

Pour la composante Travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre ou THIMO, 107 250 sur 181 700 bénéficiaires sont sortis du cycle et le reste est encore actif sur les 353 chantiers en cours d'achèvement dans les 6 provinces du projet. Ils seront tous sortis du cycle au plus tard ce mois de septembre, date de clôture de toutes les activités THIMO prévues pour cette année.

Dans la composante Transfert Monétaire Inconditionnel (TMI), 37000 nouveaux bénéficiaires doivent être identifiés au Nord et Sud Ubangi. 302 224 sont encore actifs dans les 6 provinces. Notre ambition est de clôturer leur cycle d'ici le mois de Septembre prochain. Les nouveaux cycles seront de 12 mois et les bénéficiaires toucheront 100 USD tous les 3 mois.

**E**n ce qui concerne l'aspect gouvernance ou notre appui aux Comités Locaux de Développement, 275 nouveaux bureaux de CLD sont en train d'être équipés dans 3 provinces (Nord Ubangi, Sud Ubangi et Nord Kivu). 68 membres des CLD sont en formation sur des thématiques liées à la gouvernance notamment la gestion des conflits.

**D**u côté de notre appui aux institutions, nos partenaires du Ministère des Affaires Sociales Humanitaires et Solidarité Nationale (MINAS) se préparent pour des missions exploratoires et de repérages des ménages vulnérables dans le Kongo Central, le Kwango et le Kwilu. Ces données récoltées serviront à enrichir la base de données du Registre Sociale Unique (RSU).

Les Mesures d'Accompagnement (MEDAC) se poursuivent dans toutes les provinces. Des études sont actuellement en cours pour récolter des informations nécessaires préalables au démarrage d'un nouveau pilote dans le groupement de Kumbu, territoire de Mobayi Mbongo, dans le Nord Ubangi. 5123 bénéficiaires ont déjà été identifiés à Musuasua; Dibataye dans le Kasai Central. Le déploiement est fixé au mois de juin prochain, sauf imprévu.



# Pérennisation des acquis du projet STEP : cas du groupement de Kumbu, Territoire de Mobayi Mbongo dans le Nord Ubangi

Un peu plus d'une heure de route sépare la ville de Gbadolite du territoire de Mobayi Mbongo dans le Nord Ubangi. C'est ici qu'au mois de février dernier, la délégation conjointe composée des membres de la Banque Mondiale et de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes du Ministère des Finances (CSPP) ont eu l'agréable surprise de voir l'empreinte indélébile laissée par le projet STEP au sein de cette communauté riveraine.

Plus ou moins deux ans après la clôture des cycles de distribution de l'assistance en cash, les bénéficiaires continuent de mettre en exécution les enseignements reçus particulièrement ceux sur les mesures d'accompagnement basés sur le développement du capital humain, l'inclusion productive et la structuration des bénéficiaires. A Kumbu, les anciens bénéficiaires se sont structurés en Groupe de Bénéficiaires Producteurs "GBP" et ont mis en place une Mutuelle de Solidarité "MUSO" développée pour faciliter l'accès à l'épargne et au crédit. Les membres partagent leurs expériences respectives et entreprennent des actions afin de renforcer la cohésion sociale au sein du groupe.

**Maman Lajoie**, ancienne bénéficiaire des Transferts Monétaires Inconditionnels (TMI) et membre du GBP des Pêcheurs, nous raconte son histoire : **« Avec l'argent reçu des TMI, j'ai pu m'acheter des filets de pêche. Mes poissons sont achetés par les mamans membre de l'Association des Vendeuses des Poissons "AVEP" qui les commercialisent à Gbadolite, Kinshasa et même dans la ville de Bangui en centre Afrique »**. Elle est tenue tout comme les autres membres de son association à verser 2% des revenus de chaque vente

dans la caisse d'épargne du GBP, une somme qui est ensuite redistribuée entre les membres du groupe. Elle parvient à subvenir aux besoins de sa famille comme la nourriture, les soins de santé et l'éducation des enfants. Un revenu additionnel qui a énormément contribué à l'amélioration des conditions de vie de son ménage.

A l'époque des TMI, Maman Lajoie s'était également lancée dans le commerce du sable qu'elle vendait aux entrepreneurs en charge de la construction des infrastructures dans le cadre du projet STEP. Un revenu additionnel qui



a énormément contribué à l'amélioration des conditions de vie de son ménage, comme elle le souligne.

**M**aman **Anne Marie**, Présidente du **GBP Kumbu Agumbu** nous explique comment le projet a renforcé l'harmonie entre les communautés hôtes et les réfugiés venus de Centre Afrique. « **Le projet a facilité leur intégration dans la société** », dit-elle. « **Nous avons des réfugiés membres de notre GBP. Il existe aussi des réfugiés présidents de GBP agriculture** », affirme avec assurance Maman **Anne Marie**. La production agricole dans la zone est faite conjointement entre les peuples autochtones (communauté hôte) et les réfugiés. Ici l'autorité locale a également octroyé des

terres aux réfugiés pour l'agriculture, pour favoriser la cohésion sociale.

Les caisses de solidarité étaient également d'un grand secours pour les membres après les inondations qu'a connues la province à la suite des pluies torrentielles du mois de décembre dernier. L'association des vendeuses de poissons a assisté les membres de la communauté qui avaient perdu leurs habitations avec la construction des cases sur le long de la RN 26 y compris pour certains de ses membres, à l'instar de Tatiana Anyasangu qui en est très reconnaissante.

La période du pilote TMI à Kumbu s'est déroulée entre le mois de novembre 2021 et octobre 2022.





## Les approches innovantes du projet pour accompagner les bénéficiaires

**Jean Boni Malolo**, Spécialiste des Mesures d'Accompagnement (MEDAC), élabore sur l'approche mis en place dans le projet STEP afin de renforcer la résilience des bénéficiaires.

### 1. Comment s'organisent les MEDAC dans le projet ?

**JBM** : Nos MEDAC ont deux objectifs: le développement du capital humain et l'inclusion productive. Les activités soutenant le premier objectif concernent tous les bénéficiaires. Celles en rapport avec l'inclusion productive sont différentes dans les zones urbaines avec les Travaux à Haute Intensité des Mains d'œuvre (THIMO) et les zones rurales avec les Transferts Monétaires Inconditionnels (TMI).

Les bénéficiaires THIMO reçoivent une subvention d'investissement de 100 USD à la fin de leur contrat. Leur formation sur l'inclusion financière comprend des modules sur les activités génératrices de revenus, la gestion financière et l'esprit d'entreprise.

Le temps d'exposition aux acteurs du projet étant limité pour les bénéficiaires TMI, nous

organisons déjà des séances de sensibilisation en amont, lors des parades et les assemblées villageoises. Il s'agit ici, de commencer petit à petit à responsabiliser les potentielles familles des bénéficiaires à faire des choix pour leur bien-être.

Les formations et l'accompagnement reçus visent à accroître leur productivité. La formation sur l'inclusion productive s'articule autour de trois axes principaux : revenus garantis, inclusion productives et accès aux services publics.

A la fin de la session, les bénéficiaires doivent élaborer un plan d'investissement qui sera validé avant qu'ils ne reçoivent une subvention.

### 2. Parlez-nous des différentes associations des bénéficiaires ? «le capital confiance»

Après l'étape de la sensibilisation, nous avons l'étape de la structuration. Les bénéficiaires sont encouragés à former des groupes de 22 personnes au maximum selon leur secteur d'activité et proximité géographique pour augmenter le capital confiance entre les membres. Ils le font librement sans la moindre contrainte. Ils se choisissent des pères et mères leaders qui sont des chefs d'équipe. Parmi ces 3 leaders, nous exigeons la présence d'une femme vulnérable (déplacée, réfugiée, etc.). Ces groupes communément appelés Groupe des Bénéficiaires Producteurs (GBP) sont certifiés par le chef de la localité.

Réunis en assemblée générale, les bénéficiaires TMI donnent un nom au groupe et définissent les principes de fonctionnement à travers un statut et le groupe est géré par un comité.

Sur le plan administratif, toutes les décisions sont prises en assemblée générale : fréquence et montant des cotisations, attributions de crédits, participation aux frais, utilisation de la caisse rouge pour venir en aide à un membre dans le besoin. Les autres formes de regroupement sont :

## La Mutuelle de solidarité, une méthodologie adaptée en milieu rural

La Muso s'articule autour de trois caisses clairement identifiées : une caisse verte qui recueille les cotisations dont le montant accumulé constitue le fonds de crédit. Cette épargne est récupérable, notamment au moment de la retraite. Une caisse rouge qui recueille des cotisations non récupérables et sert de fonds de secours en cas d'incendie, maladie, décès, d'accouchement et de mariage. Une caisse bleue peut aussi accueillir des financements de l'extérieur. Les règles concernant la sécurité des fonds sont immuables.

La MUSO selon la méthodologie est basée sur une relation de confiance entre un groupe de vingt (20) à trente (30) personnes résidant dans une même localité ayant des intérêts et objectifs communs de créer une activité financière axée sur la solidarité et la vie associative. Cette structure est accompagnée pendant une période de 3 mois.

## Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit " AVEC "

Une Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) est un groupe de 15 à 25 personnes qui épargnent ensemble et font de petits emprunts à partir de ces épargnes. Les activités des AVEC fonctionnent en « cycles » d'une durée d'environ une année et six mois, au bout desquels les épargnes accumulées et les bénéfices tirés des prêts sont répartis entre les membres proportionnellement au montant qu'ils ont épargné.

## 3. Pensez vous que les MEDAC contribuent à la pérennisation des acquis du projet ?

**JBM** : La mise en place des mesures d'accompagnement auprès des ménages bénéficiaires du projet a pour objectif de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

C'est dans ce cadre que les bénéficiaires sont dotés de nouvelles connaissances à travers « *des gestes et des pratiques simples destinés à sauver des vies et à améliorer le développement économique de leurs ménages* ». Et, la dimension de changement de comportement est un élément essentiel pour la réussite de cette approche.

Le cas du Groupement de Kumbu dans le Nord Ubangi est un exemple éloquent. On constate que les bénéficiaires poursuivent et évoluent en association deux ans après la fin des activités.

On a aussi des exemples à Uvira, Walungu et dans le Kasai Central. Les Groupes des Bénéficiaires de Producteurs " GBP " sont des structures pérennes, des entités locales de développement. Ces structures peuvent se transformer en des associations et pourquoi pas en ONG.

## 4. Parlez nous de la nouvelle approche MEDAC sur laquelle vous travaillez ?

La vision globale est le renforcement de capacité de résilience des communautés dans le territoire de Mobayi (Groupement de KUMBU). Le pilote MEDAC aura pour mission de mettre en place des activités susceptibles d'améliorer la croissance économique des communautés grâce aux opportunités qu'elles offrent notamment les terres arables non exploitées et disponibles, la motivation naturelle des communautés structurées en Groupe des Producteurs Bénéficiaires prêts à investir dans les secteurs d'activités qu'elles maîtrisent comme l'agriculture et la pêche.

Nous procéderons également au renforcement des compétences des bénéficiaires membres de GBP sur l'éducation financière, les bonnes pratiques agricoles, la conservation, la pêche et les activités post récolte et nous leur fournirons des intrants agricoles de qualité.

La continuité d'encadrement des bénéficiaires membres des GBP contribuera à un accroissement de la productivité et à la résilience systémique des petits producteurs.



## Louise croit désormais à un avenir meilleur après l'intervention du projet STEP à Gemena

« **Le projet STEP est le meilleur que la ville de Gemena ait connu** », une déclaration faite par Louise, ancienne bénéficiaire. Cette jeune femme de 23 ans était recrutée pour travailler sur les chantiers des Travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre. Elle remblayait le sol pour entretenir les voiries du quartier Congo dans ville de Gemena. Elle a commencé à travailler le 17 avril et le chantier a été interrompu à l'annonce de la dissolution du Fonds Social de la RDC pour ne reprendre qu'en décembre de l'année dernière.

**L**e projet STEP l'a beaucoup soutenue parce qu'avant, elle n'avait aucune activité rentable, elle ne pouvait donc pas subvenir à ses besoins. Après le divorce de ses parents, sa mère a dû se débrouiller toute seule pour l'élever et ses 5 frères et sœurs. Elle a pu tant bien que mal poursuivre ses études jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'état en 2018. Cependant, Louise n'a jamais pu trouver un emploi qui lui permettrait d'être autonome.

Travailler sur les chantiers THIMO lui a permis de faire des économies afin de s'offrir une machine à coudre manuelle dans un premier temps, puis elle a rajouté les pédales (pieds) qu'elle a monté pour être plus rapide et efficace dans la confection des vêtements.

**A**vec cette nouvelle unité de production, elle arrive à subvenir aux besoins des siens notamment les frais liés à la scolarisation de sa sœur qui se présentera cette année aux examens d'Etat et contribue à la ration alimentaire de sa famille. Elle réalise en moyenne une recette de 10.000fc par jour dont 7.000fc sont orientés vers les dépenses quotidiennes et 3.000fc l'épargne.

Elle attend le début de la formation organisée par notre équipe en charge des mesures d'accompagnement qui devrait débuter ce mois de juin, une formation qui sera sanctionnée par la validation de son plan d'investissement et l'obtention d'une subvention qui pourrait l'aider à réaliser ses projets.

Aujourd'hui, Louise rêve d'avoir un jour son propre atelier de couture avec plusieurs machines à coudre et du personnel. Grâce au projet STEP, elle peut se permettre de rêver à un avenir meilleur. « **Le projet STEP devrait continuer et ne pas s'arrêter afin de venir en aide à d'autres familles vulnérables** », plaide Louise.



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ACTIONS HUMANITAIRES  
ET SOLIDARITE NATIONALE

## Le MINAS franchit une étape significative vers la création de son premier Registre Social Unique pour les personnes vulnérables vivant en République Démocratique du Congo

**L**e projet pour la Stabilisation de l'Est pour la paix (STEP) accompagne les efforts du Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale pour la mise en place du premier Registre Social Unique (RSU). C'est une base de données qui permettra l'identification et la gestion de toutes les informations relatives aux personnes vulnérables vivant en RDC. Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre de la convention signée entre le MINAS et la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) du Ministère des finances, responsable de l'implémentation du projet STEP.

L'UNICEF a apporté une assistance technique pour le développement de l'application WEB et mobile du Système d'Information de Gestion (SIG ou MIS) du RSU. Les équipes travaillent actuellement sur la migration des données des ménages vulnérables assistés par le projet STEP dans ses six provinces d'intervention, à savoir le Kasai central, Ituri, Nord Ubangi, Sud Ubangi, Nord et Sud Kivu. L'objectif est d'enregistrer des informations

de près de 600 000 ménages. Des missions de collecte des données supplémentaires sont prévues auprès de plus de 300 000 nouveaux ménages vulnérables dans neuf autres provinces avec une utilisation à grande échelle du MIS-RDC.

**C**ette étape franchie constitue une avancée significative dans la résolution de la problématique de la protection sociale au Congo. « La RDC peut se dire à ce jour prête à piloter son premier Registre Social Unique. Nous sommes fiers d'être le canal de sa mise en place et un acteur clé dans la fédération de tous les autres acteurs sociaux », a affirmé le Chargé des Operations de la Convention CSPP-MINAS, Jules Bisilwala.

L'institutionnalisation à court terme du RSU par un décret du Premier Ministre est la prochaine étape à franchir. Il servira de référence pour le ciblage des bénéficiaires à tous les services et organisations porteurs des projets et programmes de protection sociale.



## Gestion des données des personnes en déplacement forcé

le projet STEP appuie le transfert des compétences entre le HCR et la CNR

**D**u 11 au 17 avril dernier dans la ville de Goma, il s'est tenu un atelier de transfert de compétences entre le Haut Conseil pour les Réfugiés (HCR) et la Commission Nationale des Réfugiés (CNR), une initiative soutenue par le projet pour la Stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo pour la Paix en sigle STEP, à travers sa composante appui aux institutions.

Il s'agissait précisément de renforcer les capacités des équipes de la CNR en charge de la collecte quotidienne des données dans l'utilisation et l'appropriation du système « proGres V4 » qui est un logiciel de gestion des données des personnes en déplacement forcé, c'est-à-dire les demandeurs d'asile, les réfugiées et les déplacés internes. Ceci permettra à la CNR d'améliorer la qualité des données récoltées et de réaliser toutes ses attributions conformément aux prescrits de la loi de 2002 portant statut des réfugiés en RDC. L'autre objectif de cet atelier était la mise en place d'une procédure opérationnelle standard pour l'enregistrement et la protection des droits de réfugiés en RDC.

Comme l'a soulignée Madame Yawa Sitsofe Benedicte, Chargée d'enregistrement au HCR, la stratégie d'enregistrement de la RDC vise à inclure dans le système national des statistiques, les personnes en déplacement forcé et à risque d'apatridie. L'ambition de cette stratégie est de pouvoir fournir à toutes ces personnes une carte d'identité valable d'ici 2026.

**R**éagissant à la tenue de l'atelier, le chef d'antenne de la CNR Goma, Monsieur Felix Musanganya a salué la Convention de partenariat entre la CSPP et la CNR pour l'organisation de ces assises qui s'inscrivent dans un contexte crucial, celui du transfert progressif des compétences entre le HCR et la CNR.

Après l'atelier de Goma, deux autres ateliers se sont également déroulés dans les villes de Gbadolité dans le Nord Ubangi et de Baraka dans le Sud Kivu. Les activités conjointes prévues ce premier semestre de l'année en cours entre la CNR et le HCR sont la poursuite des formations des utilisateurs proGres 4, l'enregistrement, la vérification et la distribution des cartes.



# PROJET STEP

Édition 01  
en image



# Newsletter

---

---